

Burundi : des militants du FNL et un élu agressés par des Imbonerakure

RFI, 15-04-2018 Au Burundi plusieurs agressions ont eu lieu depuis jeudi 12 avril dans la zone de Kanyosha au sud de la capitale Bujumbura. Des Imbonerakure, jeunes membres du parti au pouvoir ont d'abord tabassé des militants FNL d'Agathon Rwasa, puis un député venu leur porter secours, Bernard Ndayisenga, de la coalition Amizero y'Abarundi élu dans la circonscription de la mairie de Bujumbura.

Tous ont été grièvement blessés et transportés au centre médical de Kigobe de Médecins Sans Frontières. Lors de ces agressions contre des militants des FNL, parti d'opposition toléré au Burundi, plusieurs d'entre eux ont été sérieusement blessés, de même que le député local qui tentait de s'interposer. Joint par RFI, Pierre Célestin Ndikumana, président du groupe parlementaire de la coalition Amizero y'Abarundi, dénonce l'impunité dont jouissent les Imbonerakure. « Quand il [Bernard Ndayisenga] s'est rendu sur le lieu, il a été accueilli par des fouets de la part de ces Imbonerakure. On a craché sur son visage, on l'a battu, on l'a malmené. Les jeunes des Imbonerakure bénéficient de l'impunité et sont incontrôlables. Ce qu'ils ont fait, ils le reconnaissent, ce qui veut dire qu'ils bénéficient d'un soutien administratif. C'est inexplicable que les gens soient tabassés, qu'un honorable député soit tabassé au vu et au su de tout le monde, que personne ne réagisse et que les bourreaux soient là, se promenant sans aucun problème. Ce sont des faits qui se produisent presque partout et assez souvent et cela se répète parce que justement, il y a impunité. Comme ces jeunes des Imbonerakure ne s'inquiètent de rien, ils font n'importe quoi et personne n'ose dire quoi que ce soit. Ils répètent leurs actes parce qu'ils sont quelque part encouragés. Quand on n'est pas punis, on est encouragés », a déploré Pierre Célestin Ndikumana. Le président du groupe parlementaire de la coalition Amizero y'Abarundi, précise par ailleurs que 25 députés de sa coalition sont allés porter plainte, sans succès puisque personne n'a été en mesure de recevoir leur plainte. De son côté, Thérence Ntahiraja, porte-parole du ministère de l'Intérieur, assure qu'une enquête a été ouverte et indique que si les faits sont avérés, les responsables seront punis.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});